NPA RÉVOLUTIONNAIRES



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 455 du 13 novembre 2026

Ni pourrissement, ni retour à l'ordre, en réponse à la brutale offensive du pouvoir le mouvement s'organise, prépare le 17 vers la grève générale !

Le mouvement impulsé par la révolte des lycéen·nes, rejoints depuis le 17 octobre puis le 5 novembre par les salarié·es et les Gilets jaunes, déjoue à chaque étape, par sa vitalité créatrice et son dynamisme, sa détermination et son courage, les violences de l'Etat, les intimidations à coups de matraques et de gaz, de LBD, d'arrestations et d'incarcérations, les interdictions de manifester, la propagande acharnée relayée par les médias aux ordres, accusant les lycéens « *casseurs* » de semer le « *chaos* ».

Incapables de répondre à leurs revendications, après des années de politiques au service des milliardaires qui ont orchestré le délabrement de l'éducation et fermé tout espoir d'avenir à la jeunesse, Macron-Lecornu s'enferrent dans leur peur panique, n'apportant aux difficultés, aux angoisses et colères des jeunes qu'un mépris et une indifférence arrogante qui attisent leur haine de l'Etat et de sa police.

Ils contribuent ainsi à leur convergence avec les salarié·es. Les exigences communes, contre la vie chère, l'austérité, les injustices, la violence de l'Etat s'expriment dans les immenses cortèges qui envahissent les rues de semaine en semaine. La jeunesse prend conscience d'être en train de faire l'histoire et dynamise le mouvement. « *On veut le monde !* » disent ses pancartes.

Lecornu a perdu tout contrôle, résigné à accompagner Macron jusqu'à sa fin avec pour seule feuille de route d'imposer 54 milliards d'économies sur le budget 2027, pris sur les services publics, sociaux et la Sécu, en espérant éviter d'être balayé par un raz-de-marée social et politique. La « *conférence sociale* » convoquée pour, sinon reprendre la main, du moins tenter de gagner du temps après la journée du 5 novembre et de canaliser la colère dans le cadre du dialogue social, avec la complicité des directions syndicales, fut une nouvelle provocation : l'annonce d'une augmentation du SMIC d'environ 24 €, comprenant l'avancée d'un mois, au 1er décembre, de l'augmentation annuelle imposée par la loi et un « coup de pouce » de 5 € !, en échange de nouveaux allègements de cotisations pour les entreprises... Et rebelote vendredi, avec les fonctionnaires, Lecornu bottant en touche et renvoyant tout de la même façon à plus tard.

Le gouvernement et le Medef poursuivent leur politique de pillage des caisses publiques pour subventionner les faramineux profits des milliardaires et leurs guerres, un combat de classe qui ne laisse aucune marge de manœuvre pour répondre aux besoins sociaux, à ceux de la jeunesse pour construire son avenir. Selon le journal *La Tribune*, ce sont 929 milliards d'euros cumulés entre 2018 et 2025 qui auraient été distribués aux grandes entreprises et aux riches sur le budget de l'État.

La confrontation de classe se durcit, les jeunes et les travailleur·es en prennent clairement conscience, et elle place le mouvement devant une nouvelle étape qui lui impose de définir une politique, une stratégie de classe en rupture avec le jeu de dupes du dialogue social.

La violence, c'est la violence sociale, politique, policière du gouvernement, de l'Etat et du capitalisme en décomposition

Lundi 9, Lecornu a voulu à imposer à la jeunesse « *antifasciste* », au comité de réforme de ParcourSup, la participation de l'UNI, syndicat étudiant d'extrême-droite, et de parlementaires du RN. Les organisations lycéennes et étudiantes ont claqué la porte, affirmant que jamais elles ne siègeront en présence de l'extrême-droite. « *La jeunesse emmerde le Front national* » !

Cette volonté d'humilier le mouvement en l'obligeant à discuter avec ceux qui s'affirment comme ses ennemis les plus hostiles participe de la politique systématique du pouvoir pour le discréditer et le pousser à bout. C'est lui qui pratique et provoque la violence pour alimenter sa propagande déployée en toute connivence avec Le Pen et les médias aux ordres. Cette violence de tout le camp réactionnaire est le complément et l'instrument de leur politique qui ne rêve que d'aggraver la sélection sociale.

Le pouvoir accuse la jeunesse de casse des biens publics et d'agressions au sein des établissements scolaires, -proviseurs, parents et élu·es réactionnaires avec médias à l'appui-, mais c'est sa politique qui n'est que

violence. La brutalité de la répression, les attaques contre la démocratie et les libertés, la régression sociale, les injustices et le racisme, l'arrogance et le mépris, sont devenus insupportables à la jeunesse qui aspire à d'autres relations humaines, plus justes, fraternelles et solidaires. Toute cette violence de l'Etat, qui cherche à humilier et pousser à bout, est à l'image de l'ordre social qu'il sert, ce système agonisant, condamné, que la jeunesse vomit et conteste avec audace et détermination.

La solidarité avec la jeunesse, engager la lutte pour l'augmentation générale des salaires et l'échelle mobile

Encouragé·es, entraîné·es par la jeunesse, les salarié·es ont répondu le 5 novembre à l'appel des directions syndicales contre la vie chère et pour les salaires, débordant les cortèges syndicaux traditionnels, se mélangeant joyeusement aux lycéen·nes et étudiant·es, leurs enfants, dont ils partagent la même révolte, la même angoisse de l'avenir, le même rejet du pouvoir.

Les salaires sont au cœur de l'affrontement entre les classes possédantes et les travailleur·es car c'est d'eux seuls qu'elles tirent leurs profits, de la surexploitation du travail pour faire face à la concurrence mondiale. Le déchaînement de la campagne du patronat, des politiciens serviles et des médias contre l'augmentation du SMIC donne la mesure de l'enjeu.

Lecornu a renvoyé les augmentations de salaires à des négociations branche par branche, avec la complicité des directions syndicales, la CFDT, FO et la CFTC annulant leurs appels à la mobilisation dès leur sortie de la conférence sociale. Il n'y a rien à négocier, les travailleur·es ne peuvent lutter contre la vie chère et pour le pouvoir d'achat qu'en imposant l'augmentation générale de tous les salaires et leur indexation sur les prix.

Gouvernement et Medef viennent d'affirmer clairement leur volonté de ne pas prendre sur les profits, les dividendes ou les superprofits de TotalEnergies. Une déclaration de guerre contre le monde du travail. Le moment est venu de mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant qui conduit à la catastrophe toute la société. Il nous faut assumer cette bataille sociale et politique sans craindre de remettre en cause le pouvoir des milliardaires.

Lutter contre l'austérité, c'est lutter contre la guerre

Il n'y a pas d'argent pour les services publics ravagés, les budgets sociaux, les retraites, la Sécu, le soutien aux classes populaires prises à la gorge par les prix des carburants et de l'alimentaire, mais il y en a pour l'armée dont le budget a doublé en 10 ans, passant de 32 à 64 milliards d'euros, rallongé en juin 26 de 36 milliards pour la période 2026-2030.

L'Etat réarme, comme la plupart des pays d'Europe. Il agite la menace fantasmée d'une agression de Poutine contre l'Europe, sème la peur pour préparer les esprits à la guerre, justifier la course à l'armement. Ce sont les budgets militaires qui explosent, des milliards de commandes pour les marchands de canons, pour la guerre au profit des multinationales, leur droit à surexploiter et piller les peuples et leurs richesses.

Ce 11 novembre, Macron et un grand nombre de candidats à la présidentielle, dans une belle unanimité, ont commémoré « *les morts pour la France* » de la guerre de 14, morts pour la Patrie, c'est-à-dire le capital, l'exploitation des colonies et les marchands de canons. Macron y a rajouté les 5 soldats morts en 2026 en Irak, en Jordanie et au Liban où l'Etat français est engagé dans la guerre aux côtés d'Israël dans le génocide à Gaza et de ses alliés occidentaux pour leur domination sur la région. Tous prônent la nécessité d'une défense nationale, la défense des intérêts de la bourgeoisie qu'ils postulent à servir au pouvoir.

Pour la commémoration du 11 novembre, les enseignant·es étaient sommé·es d'organiser du CM1 à la Terminale des cérémonies d'« *hommage à tous les "morts pour la France"* », auxquelles pouvaient participer des militaires. Une nouvelle provocation vis-à-vis des enseignant·es dont un grand nombre a refusé de se soumettre, parfois en faisant grève, et de la jeunesse que le gouvernement voudrait enrôler, embrigader, faire marcher au pas derrière le drapeau tricolore, le drapeau de la bourgeoisie, en militarisant l'école, en multipliant les classes-défense dans les collèges et les lycées.

Des sections syndicales de plusieurs secteurs professionnels, en particulier de la CGT, prennent position contre la guerre. Les dockers ont fait grève le 30 octobre dans 22 pays sous le mot d'ordre : « *Les dockers ne travaillent pas pour la guerre* ». Un mouvement anti-guerre se construit que les travailleur·es ont à amplifier et à généraliser, indissociable de la lutte pour leurs exigences sociales et démocratiques, contre l'austérité.

Pour tout changer, ni dialogue social ni mirage électoral, organisons-nous, construisons notre propre parti, faisons notre politique, le travail contre le capital

Beaucoup rêvent de voir le mouvement s'essouffler, de le faire rentrer dans le cadre institutionnel du dialogue social ou de la Présidentielle. Cette campagne présidentielle est une farce qui, pour les classes dominantes, n'a d'autre utilité que de porter Le Pen-Bardella au pouvoir pour imposer à la population l'austérité, le militarisme et la guerre.

Face à cette offensive d'extrême droite, Mélenchon, objet de toutes leurs haines, prétend rompre cette logique du tout pour le profit, taxer les riches, « *réparer* » ce qu'a « *abîmé* » Macron en dix ans de pouvoir. De nombreux travailleur·es et de jeunes s'apprêtent à lui donner leur vote, pensant ainsi faire obstacle à Le Pen, à sa haine raciste et ses préjugés réactionnaires. Mais ce n'est pas notre bulletin de vote qui arrêtera l'offensive capitaliste ni l'extrême droite. Et si Mélenchon était élu, il chercherait à faire comme il le propose, un compromis avec le capi-

tal, compromis à sens unique comme toute l'histoire de la gauche au pouvoir le montre.

La seule façon de changer le rapport de force est de nous mobiliser, de nous organiser, d'organiser des AGs partout sur nos lieux de travail, d'études, dans les quartiers pour décider des actions que nous voulons mener sans nous laisser diriger par les calendriers des appareils syndicaux ou politiques, ni enfermer dans le dialogue social ou la mascarade présidentielle, nous en faisons l'expérience aujourd'hui.

Mélenchon dit vouloir tout changer, oui, il faut tout changer mais seul le monde du travail, la jeunesse en sont capables en osant remettre en cause la domination du capital. Et pour cela, ils ont besoin de se donner leur propre parti, celui qui se forme aujourd'hui-même à travers le mouvement.

Ce dernier se renforce dans les facs, malgré la répression et les violences policières. De nombreuses assemblées étudiantes votent le blocage et l'occupation. Dans plusieurs universités, les étudiants ont décidé de s'adresser aux salarié·es, d'aller à la porte des entreprises pour faire convergence, entraîner le monde du travail. Quelques assemblées étudiant·es-salarié·es interprofessionnelles ont commencé à se tenir. Elles appellent aux manifestations du 14 et à la grève du 17 novembre, journée à laquelle appelle l'intersyndicale Fonction publique CGT, FSU, Solidaires, UNSA, CFE-CGC et FAFP, à laquelle se sont jointes la CFDT fonction publique, l'intersyndicale cheminots ainsi que des sections syndicales de salarié·es du privé CGT et Solidaires qui y appellent, au moins formellement.

Manifs et journées de grève sont autant d'étapes de renforcement de la mobilisation, d'encouragement à entrer dans la lutte vers la grève générale. C'est dans toute l'Europe qu'un mouvement des travailleur·es et de la jeunesse contre la vie chère et le pouvoir d'achat est en train de naître, avec la grève générale en Espagne le 11 novembre pour le logement, en Italie le 30 octobre, et des grèves en Belgique, en Allemagne, au Portugal ou en Pologne.

Dans les AGs et les coordinations, les sections syndicales, nous avons besoin de discuter de nos propres perspectives politiques et sociales, des réponses à apporter à la faillite des classes bourgeoises, le pouvoir des travailleur·es et de la jeunesse, la seule alternative pour trouver une issue à la décomposition politique et sociale du système, à la menace d'effondrement économique et à la guerre.

C'est de cette discussion que peut émerger et naître un parti des travailleur·es et de la jeunesse, pour la transformation révolutionnaire de la société, qui ne soit pas une proclamation mais inscrit dans « *le mouvement réel qui abolit l'état actuel* » ainsi que l'écrivait Marx[1] .

Christine Héraud

1 *L'idéologie allemande* https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000c.htm